

L'opinion publique européenne face au « printemps arabe »

Matthieu Ponzio*
Beltrande Bakoula**

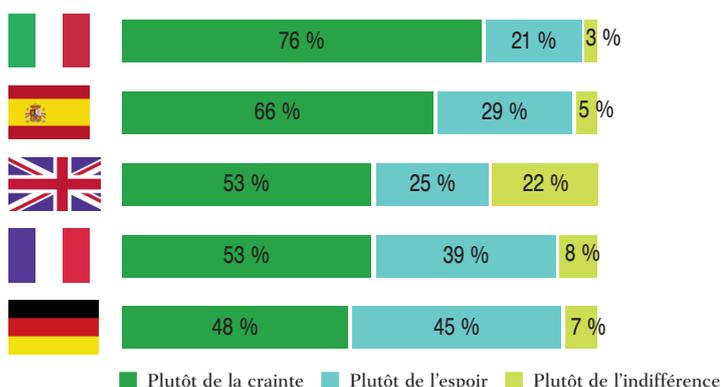
* *Chargé d'études sénior
au Département opinion et
stratégies d'entreprise de l'Ifop*

** *Chargée d'études sénior
au Département opinion et
stratégies d'entreprise de l'Ifop*

LES REVOLUTIONS ARABES : UN EVENEMENT GENERATEUR DE CRAINTE CHEZ LES EUROPEENS

Trois mois après le déclenchement de la « Révolution de Jasmin », dont l'onde de choc traverse tout le Sud méditerranéen et fait vaciller quasiment l'ensemble des régimes autocratiques de la région, le mouvement de contestation semble poursuivre son inexorable progression vers la péninsule arabique (hier en Tunisie et en Egypte, aujourd'hui en Syrie et au Bahreïn). Pourtant, si les images de foules en liesse dans les rues de Tunis ou du Caire ont fait le tour du monde et suscité l'espoir dans de nombreuses régions, l'incertitude qui entoure aujourd'hui la poursuite du mouvement et l'absence de visibilité quant à sa finalité se traduisent par la poussée d'un sentiment d'inquiétude au sein des opinions publiques européennes.

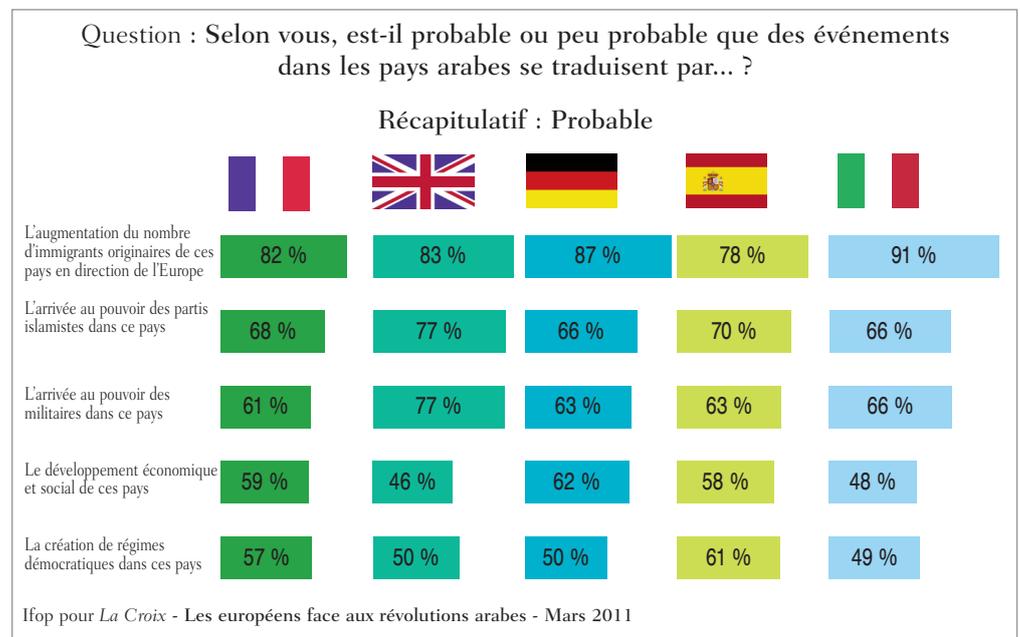
Question : Diriez-vous que les événements qui se produisent depuis plusieurs semaines dans différents pays arabes vous inspirent... ?



Ifop pour *La Croix* - Les européens face aux révolutions arabes - Mars 2011

L'opinion publique
européenne face
au « printemps
arabe »

Comme le montre une enquête réalisée par l'Ifop pour *La Croix* entre les 7 et 10 mars 2011¹ dans les cinq principaux pays européens (France, Royaume-Uni, Allemagne, Espagne, Italie), le soulèvement populaire survenu sur la rive sud de la Méditerranée est d'abord appréhendé avec crainte par une majorité d'Européens. L'espoir inspiré par ces mouvements est très minoritaire, le vieux continent se montrant très frileux face au « printemps arabe ». Cette appréhension est structurée pour l'essentiel autour des conséquences politiques mais surtout migratoires de ces événements.



Le spectre d'une arrivée massive d'immigrés émerge comme la première source d'inquiétude chez les Européens. En effet, les révolutions arabes semblent exacerber, sur fond de crise économique et sociale, les tensions préexistantes en Europe sur la question migratoire. Bien que partagé par près de huit Européens sur dix, ce sentiment d'inquiétude n'en demeure pas moins sujet à des variations eu égard aux spécificités historiques, culturelles et géographiques propres à chaque pays.

1. Sondage Ifop pour *La Croix*, auprès d'un échantillon de 2543 personnes, âgées de 18 ans et plus, réparties dans les pays suivants : France (501 interviews), Royaume-Uni (500 interviews), Allemagne (502 interviews), Espagne (515 interviews), Italie (525 interviews) ; les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne ; terrain du 7 au 10 mars 2011.



L'opinion publique
européenne face
au « printemps
arabe »

Ce sentiment anxiogène s'avère particulièrement marqué dans les pays du Sud de l'Europe. Ainsi, une large majorité d'Espagnols (66 %) et d'Italiens (76 %) expriment leur appréhension face aux événements, ce sentiment reposant largement sur la perspective d'une poussée migratoire vers l'Europe. Les résultats de l'enquête menée par l'Ifop mettent notamment en lumière la prééminence de cette problématique en Italie, pays qui fut confronté, dès janvier 2011, à l'arrivée des premières vagues d'immigrés tunisiens sur l'île de Lampedusa.

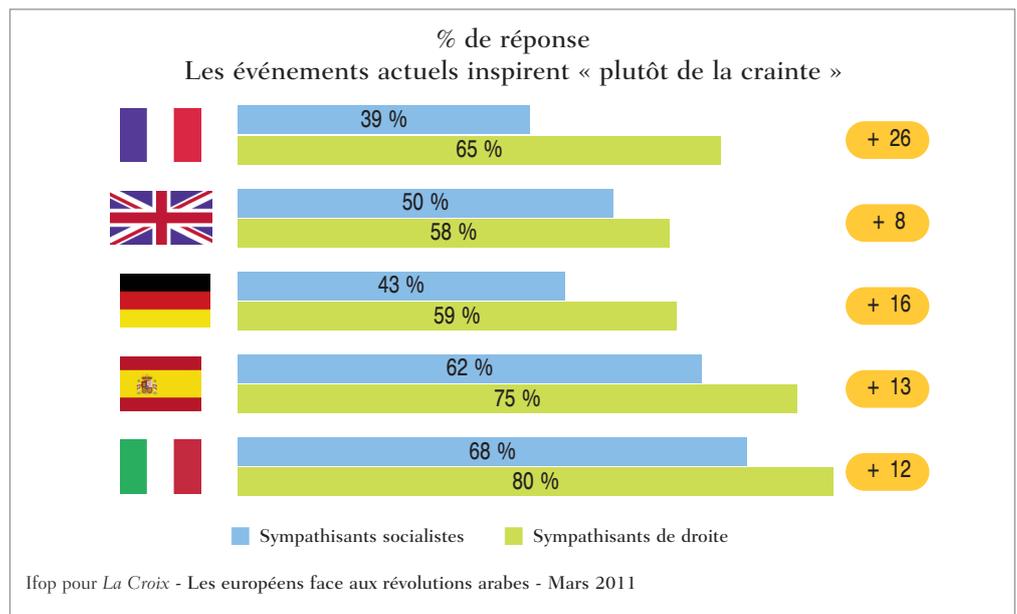
Bien que de moindre ampleur, cette crainte traverse également les opinions publiques française et anglaise. A l'instar de ce qui peut être observé dans les pays du Sud de l'Europe, l'hypothèse d'une arrivée massive d'immigrés est unanimement envisagée par 83 % des Français et 82 % des Britanniques. Ainsi, si pour l'heure aucun signe ne laisse augurer d'un scénario à « l'italienne » dans ces deux pays, l'attrait exercé par la France et le Royaume-Uni, dont le statut de « terres d'asile » attire traditionnellement de nombreux candidats à l'exil, semble préfigurer, pour leurs habitants, une prochaine arrivée massive de migrants en provenance des pays arabes.

Dans cette photographie des opinions publiques européennes, l'Allemagne fait figure d'exception. Si, à l'image de leurs voisins, près de neuf Allemands sur dix (87 %) s'attendent à un afflux d'immigrés en Europe, ce constat ne semble pas pour autant constituer une source de crainte majeure de l'autre côté du Rhin. Ainsi, seuls 48 % des Allemands interrogés appréhendent les événements arabes sous le sceau de l'inquiétude. Ce « particularisme allemand » n'a pourtant rien de surprenant au regard de l'histoire et de la situation du pays. En effet, l'absence de liens historiques forts entre l'Allemagne et les pays du Sud méditerranéen, tout comme leur éloignement géographique, semblent intégrés par l'opinion allemande comme autant de freins à l'arrivée de migrants sur son territoire.

Le sentiment de crainte qui traverse les opinions publiques européennes traduit plus globalement l'actuel état d'esprit qui prévaut dans une Europe frappée par une triple crise : économique, démographique et identitaire. Dans un continent européen en proie au doute et au pessimisme, l'incertitude quant à l'issue des révolutions arabes fait aujourd'hui place à la peur de voir un continent à la population vieillissante accueillir sur son sol des jeunes immigrés en provenance de pays à la culture et aux

L'opinion publique
européenne face
au « printemps
arabe »

traditions différentes. Ainsi, l'analyse détaillée des résultats de l'enquête révèle que ce sentiment bénéficie d'un ancrage plus fort au sein de l'électorat conservateur de droite et ce quel que soit le pays.



Ce constat apparaît particulièrement marqué en France où la lecture des événements arabes met en lumière un fort clivage gauche-droite, 65 % des sympathisants de droite exprimant leur crainte contre seulement 39 % à gauche, soit un différentiel de 26 points très largement supérieur à ce qui a pu être mesuré dans les autres pays. Cette particularité française ne peut être détachée du contexte pré-électoral lié aux échéances de 2012. En effet, l'association des révolutions arabes à la question migratoire a rapidement été mise en exergue par le personnel politique hexagonal et notamment par les représentants de la droite. Ainsi, Marine Le Pen, dont la popularité ne cesse de progresser dans les sondages, fut la première à pointer les risques du « printemps arabe » en usant habilement d'un discours à la fois progressiste, en saluant un espoir pour la liberté, et alarmiste, en dénonçant les risques d'une arrivée massive d'immigrés en Europe. S'en est suivi un mouvement de surenchère dans les prises de positions qui semble avoir contribué à la montée de la crainte dans l'opinion. On peut d'ailleurs observer, depuis le début du mois de février 2011, une radicalisation des discours des représentants de la majorité sur le sujet, à l'image des propos de la députée Chantal Brunel ou du nouveau ministre de l'Intérieur Claude Guéant sur le risque migratoire.



L'opinion publique
européenne face
au « printemps
arabe »

Si la lecture des événements à travers le prisme migratoire domine les opinions publiques européennes, l'incertitude sur l'issue politique des révolutions arabes s'avère également génératrice de craintes. Comme l'indiquent les résultats de l'enquête Ifop pour *La Croix*, les Européens portent un regard sceptique sur l'avènement de la démocratie dans les pays du Sud méditerranéen et si une issue positive est majoritairement jugée comme probable, beaucoup craignent parallèlement que la chute des dictatures ne s'accompagne d'un basculement vers une autre forme d'autoritarisme qu'il soit islamiste ou militaire.

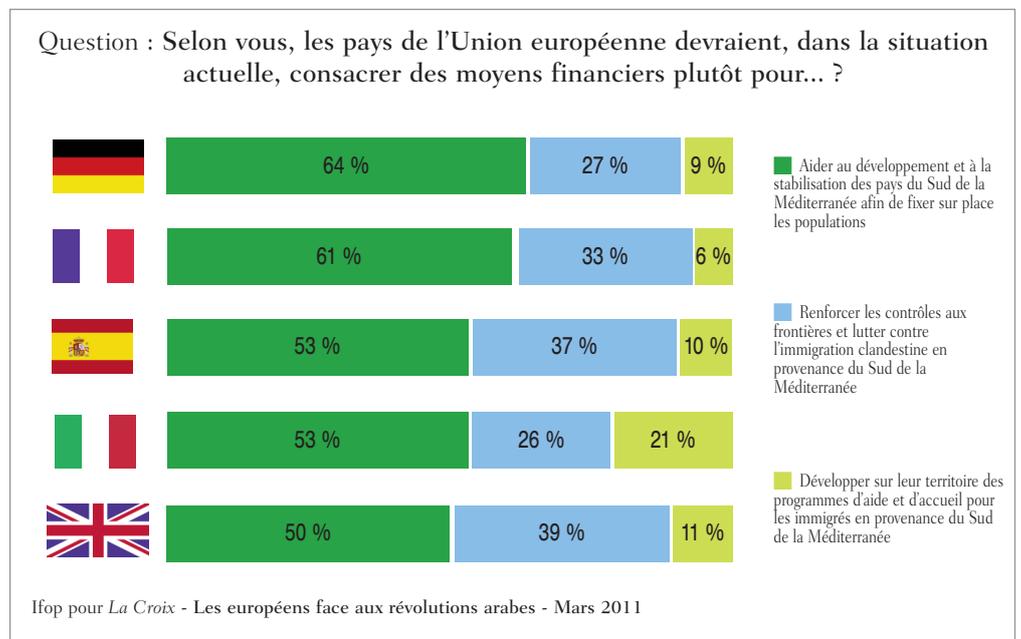
Dans une Europe marquée par un profond malaise identitaire sur fond de crise économique et sociale, les régimes en place au Maghreb et dans toute la péninsule arabique, bien que perçus comme des dictatures, n'en demeuraient pas moins appréhendés comme des remparts face aux islamistes. En effet, installées au pouvoir depuis plusieurs décennies, les dictatures arabes agissaient comme des éléments de réassurance pour des opinions publiques soucieuses du maintien d'une stabilité politique aux marges de l'Europe. En conséquence, l'embrasement de toute la région (composée de pays aux profils hétérogènes pour certains bien connus des Européens – Tunisie, Egypte – et beaucoup plus lointains pour d'autres – Bahreïn par exemple) et l'absence de visibilité quant à l'issue d'un soulèvement populaire d'une ampleur inédite peuvent laisser craindre à une majorité d'Européens une poussée islamiste et un afflux migratoire.

Pour autant, si un sentiment anxiogène traverse les opinions publiques du Vieux continent, la situation dans les pays arabes n'en demeure pas moins porteuse d'espoir pour une part non négligeable d'Européens et tout particulièrement les jeunes et les catégories supérieures. Ainsi, les Français, au regard des liens culturels qui lient l'Hexagone aux pays du pourtour méditerranéen, semblent relativement enclins à appréhender ces événements à travers une grille de lecture optimiste. Comme l'indiquent les résultats de l'enquête, 59 % d'entre eux décèlent dans les révolutions arabes à la fois une opportunité pour le développement économique et social de ces pays et 57 % pour l'avènement de régimes démocratiques.

L'opinion publique
européenne face
au « printemps
arabe »

QUELLES REPONSES POLITIQUES EUROPEENNES ?

Face à ces incertitudes, l'enjeu principal est celui des réponses à apporter pour aider les pays arabes dans leurs aspirations démocratiques tout en préservant les intérêts des nations européennes. Le sondage Ifop pour *La Croix* montre que les Européens attendent des réponses fermes et réfléchies capables de stabiliser à long terme la situation des pays du Sud de la Méditerranée.

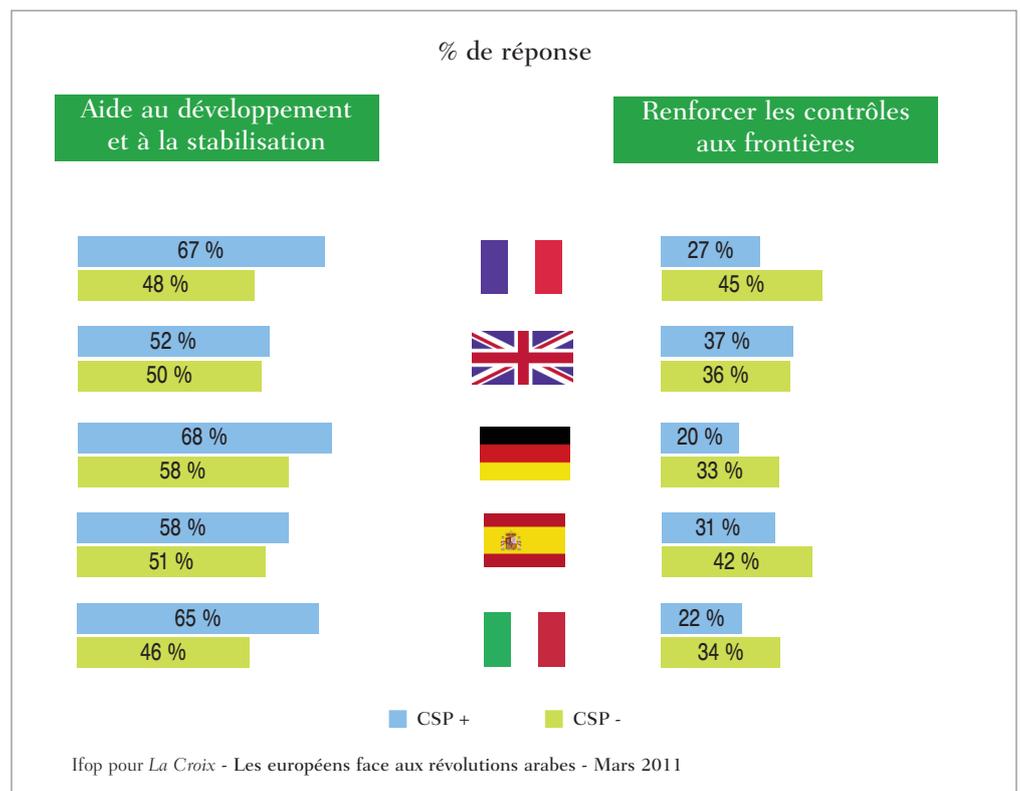


Pour plus d'un tiers des Européens, le premier réflexe est d'aborder le problème sous l'angle d'un renforcement du contrôle des frontières, mais celui-ci est très vite perçu comme une réponse insuffisante. Tout d'abord parce qu'il ne semble pas y avoir de consensus européen sur la réponse migratoire, les pays n'étant pas confrontés à la même réalité. Si la plupart des pays privilégient le contrôle des frontières, le cas de l'Italie, où un quart des personnes interrogées penchent pour le développement de programmes d'aide sur leur sol, démontre la difficulté de l'arbitrage entre la volonté compréhensible de limiter le nombre d'arrivants et la nécessité de tenir compte de la situation de crise humanitaire que génèrent les flux d'immigrés comme c'est le cas sur l'île de Lampedusa par exemple. Les Européens sont aussi empreints d'un certain fatalisme. Après des années de discours et de politiques nationales

L'opinion publique
européenne face
au « printemps
arabe »

infructueuses, ils tendent à penser que rien ne peut empêcher l'immigration clandestine surtout dans une Europe vaste et aux frontières poreuses.

Dès lors, passée l'inquiétude instinctive liée à l'immigration, plus d'un Européen sur deux, dont une large part des « inquiets », préconise néanmoins des solutions économiques, preuve que l'opinion européenne est prête à dépasser ses crispations premières pour s'adapter au changement de paradigme qu'on observe depuis plusieurs années. Il ne s'agit plus tant d'empêcher les immigrés de venir en Europe que de les pousser à rester chez eux en leur offrant les conditions de leur propre développement économique. Dans cette perspective de long terme, plus de sept Européens sur dix considèrent important que les pays de l'Union européenne développent des liens économiques et politiques avec les pays arabes. De même, l'aide au développement et à la stabilisation des pays du Sud de la Méditerranée s'impose comme l'option politique sur laquelle l'Union européenne devrait concentrer ses efforts et le moyen le plus rationnel d'endiguer le phénomène migratoire sur le long terme.





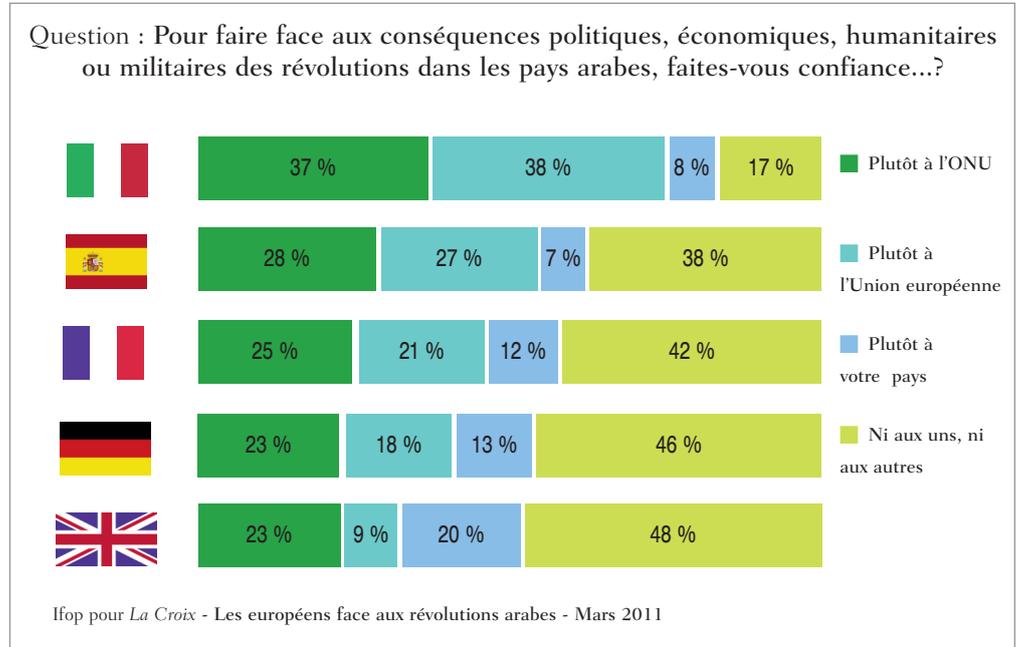
L'opinion publique
européenne face
au « printemps
arabe »

Toutefois, si l'aide au développement est globalement privilégiée, il n'en reste pas moins que cette option est appréhendée dans tous les pays différemment selon la catégorie socioprofessionnelle. En effet, les catégories sociales les plus aisées soutiennent très majoritairement l'aide au développement et à la stabilisation alors que les milieux populaires arbitrent davantage en faveur d'un renforcement des contrôles aux frontières. Ce clivage social, plus marqué en France et outre-Rhin, s'explique par la différence de regard que portent les catégories socioprofessionnelles sur les révolutions arabes. Là où les catégories supérieures sont plus promptes à y voir de l'espoir et à parier sur le développement économique de ces pays, une fois la transition démocratique achevée, ces événements inspirent plutôt de la crainte aux catégories populaires, notamment sur le plan de l'immigration qui cristallise les peurs autour d'un discours aux accents identitaires mais aussi économiques (déstabilisation des marchés de l'emploi locaux dans un contexte de crise) fortement relayé, comme nous l'avons vu, par la droite et l'extrême droite, particulièrement en France, à quelques mois de l'élection présidentielle. Ces catégories populaires attendent un signal fort et des solutions immédiates, privilégiant donc l'option du contrôle des flux migratoires à l'aide au développement, certes plus rationnelle mais moins palpable et coûteuse pour les finances publiques, pour un profit direct difficilement objectivable.

UN FORT SENTIMENT DE SCEPTICISME QUANT AUX CAPACITES DES DIFFERENTES INSTITUTIONS INTERNATIONALES A FAIRE FACE AUX CONSEQUENCES DES REVOLUTIONS ARABES

Bien des questions sont soulevées par les événements actuels sur les capacités des acteurs politiques à faire face à ces bouleversements. Qui est en mesure d'apporter des réponses à cette crise ? A quel échelon ? Qu'en est-il de l'Union européenne ? Les Européens ont-ils confiance dans cette institution souvent perçue comme cacophonique et paralysée par des lourdeurs administratives ? A cet égard, les résultats du sondage Ifop sont édifiants, révélant la méfiance qu'entretiennent les Européens à l'égard des acteurs politiques quels que soient les échelons.

L'opinion publique
européenne face
au « printemps
arabe »



Les événements dans les pays arabes révèlent une forte crise de confiance des Européens dans les institutions nationales et supranationales : en moyenne, plus d'un tiers (38 %) des Européens ne font confiance à aucune institution pour gérer les conséquences des révolutions, et tout particulièrement ceux que ces événements inquiètent. Face à l'ampleur de la tâche, aucune institution ne semble capable de gérer la situation et ceci nourrit l'inquiétude et participe à accentuer le sentiment qu'il s'agit d'un phénomène incontrôlable face auquel aucune réponse politique cohérente n'est et ne peut être apportée.

Ceci dit, puisqu'il faut bien agir même si on ne croit guère dans les marges de manœuvre des acteurs politiques, plus d'un quart (27 %) des Européens tend à se tourner vers l'ONU, laissant suggérer qu'à ses yeux, l'ampleur du problème appelle avant tout des réponses concertées à un niveau mondial.

L'Union européenne n'arrive qu'en seconde position, citée par moins d'un quart des Européens, avec néanmoins des différences selon les pays : ainsi, les pays latins (Italie, Espagne et France) accordent plus de confiance à cette institution que la Grande-Bretagne, traditionnellement eurosceptique, mais aussi que l'Allemagne, pourtant pays fondateur de l'Union. Ces résultats constituent un véritable aveu de



L'opinion publique
européenne face
au « printemps
arabe »

faiblesse de l'institution et signent l'échec de sa politique extérieure. Force est de constater que l'Union européenne a non seulement échoué à instaurer un dialogue euro-arabe malgré le lancement du Processus de Barcelone et la création récente de l'Union pour la Méditerranée, mais aussi à créer une véritable culture diplomatique européenne. La question posée par la situation en Libye est ici emblématique de l'absence de politique étrangère commune. L'intervention militaire en Libye a mis à jour l'incapacité de l'Union, prise entre les positions interventionnistes de la France et de la Grande-Bretagne et le scepticisme des autres pays, l'Allemagne en tête, à parler d'une seule voix mais aussi à agir avec cohérence, les Européens s'étant révélés incapables de s'accorder sur les buts et les modalités de l'intervention.

La désaffection à l'égard de l'Union européenne ne profite pas pour autant aux Etats-nations, bien que l'échec de l'institution supranationale semble indiquer que la politique étrangère reste une prérogative nationale par excellence. Peu d'Européens interrogés font confiance à leur pays pour faire face à des événements qui apparaissent à bien des égards incontrôlables. Les Italiens se montrent les plus conscients des limites de leur pays, jusqu'ici incapable de trouver une solution aux arrivées massives de migrants sur l'île de Lampedusa, faisant prioritairement confiance aux institutions supranationales (ONU et Union européenne). Les Espagnols, les Allemands et les Français accordent également peu de confiance à leurs gouvernements. Le cas de la France, pays pour lequel nous disposons de mesures plus précises, est symptomatique du regard critique que l'opinion publique porte sur l'action des Etats. Ainsi, selon un sondage Harris Interactive², six Français sur dix pensent que la diplomatie française n'a pas adopté la bonne attitude compte tenu des informations dont elle disposait et les trois quarts pensent qu'elle a été dépassée par les événements. La Grande-Bretagne occupe, elle, une position médiane. La Grande-Bretagne est en effet l'Etat suscitant le plus de confiance à sa population (elle est digne de confiance pour un cinquième des Britanniques) et est perçue comme un acteur sur lequel on peut compter, quasiment au même niveau que l'ONU.

2. Enquête réalisée en ligne par l'institut Harris Interactive les 24 et 25 février 2011. Echantillon de 868 individus issus de l'*access panel* Harris Interactive, représentatifs de la population française âgée de 18 ans et plus ; méthode des quotas et redressement appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle de l'interviewé et taille d'agglomération.



L'opinion publique
européenne face
au « printemps
arabe »

Si les opinions publiques européennes se montrent sceptiques à l'égard des acteurs politiques mentionnés, tout particulièrement ceux de leur pays, l'explication peut aussi venir du fait qu'elles considèrent que ces acteurs n'ont pas leur place dans ce conflit. En effet, si le principe d'une intervention contre la Libye n'est que peu remis en cause, les derniers sondages montrent qu'une majorité de Britanniques (53 %)³ juge que les soldats de sa Majesté ne devraient pas risquer leur vie pour venir en aide aux forces d'opposition en Libye. Il en est de même en Allemagne, où seulement 29 %⁴ des Allemands estiment que leurs forces nationales devraient se battre aux côtés de leurs alliés. Quant à la France, si d'après un sondage Ifop⁵, les deux tiers des Français se disent favorables à l'intervention de la coalition militaire, il n'en reste pas moins que l'opinion publique est très volatile et versatile. Au début du mois de mars, soit avant le déclenchement de l'opération Harmattan, ils n'étaient qu'un tiers⁶ à y être favorable. L'adhésion à l'implication des forces occidentales dans les conflits des pays du Sud de la Méditerranée ne se fait donc pas sans réserve. L'exemple de la Libye montre que les pays occidentaux, les pays de l'Union européenne en tête, doivent être prudents dans leurs engagements s'agissant des pays arabes. En effet, l'opinion publique pourrait se retourner en leur défaveur si le conflit en Libye venait à s'enliser et à exiger l'envoi de militaires au sol, car elle craint un conflit long, coûteux en argent et en vie humaine, comme celui qui a toujours cours en Afghanistan.

Comme on l'a vu, les événements actuels dans les pays arabes suscitent une véritable inquiétude. Mais au-delà des clivages dus aux différences de cultures locales et à la nature des relations entretenues avec ces pays, les Européens partagent les mêmes craintes d'une immigration de masse et de la montée des mouvements islamistes. Ils réagissent globalement selon les mêmes logiques (l'aide économique à long terme est privilégiée dans tous les pays, en dépit d'une crispation sur les flux migratoires) et dessinent ainsi une véritable opinion publique européenne. On assiste à une convergence européenne s'effectuant par le bas alors

3. Sondage cité par une dépêche AFP du 23 mars 2011.

4. Sondage réalisé par l'institut Emnid cité par une dépêche AFP du 23 mars 2011.

5. Ifop pour *France Soir*. Etude réalisée auprès d'un échantillon de 1000 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

6. Ifop pour *France Soir*. Etude réalisée auprès d'un échantillon de 1002 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus ; les interviews ont eu lieu par téléphone au domicile des personnes interrogées ; terrain du 3 au 4 mars 2011.



L'opinion publique
européenne face
au « printemps
arabe »

même qu'en tant qu'institution l'Union européenne souffre d'un grave déficit de cohérence. L'Union est donc face à un double défi : celui de parvenir à être, plus qu'une superposition d'Etats-nations, une instance supranationale, tout en parvenant à s'ériger comme un véritable acteur politique. Ces événements ont mis à jour une Europe hésitante, cacophonique, lorsqu'on attendait d'elle fermeté et jeu collectif. Dans ce contexte, l'Union européenne ne peut faire l'impasse sur une redéfinition précise et concertée de ses positions en matière de politique internationale, pour répondre de manière durable et efficace aux nombreux défis tant géopolitiques qu'économiques que l'avenir ne manquera pas de soulever.